



Entre désertification et survie : le cas du Valromey (Jura méridional)

Brigitte Dyvrande, Michel Rivollier

► To cite this version:

Brigitte Dyvrande, Michel Rivollier. Entre désertification et survie : le cas du Valromey (Jura méridional). Sedes. BETEILLE (Roger), MONTAGNE-VILLETTE (Solange) (textes réunis par) - Le "rural profond" français. - Paris, SEDES, D.I.E.M. 199, 1995, 9782718193625. hal-01167503

HAL Id: hal-01167503

<https://hal.science/hal-01167503>

Submitted on 2 Jul 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

DOSSIERS DES IMAGES ECONOMIQUES DU MONDE

Collection dirigée par André Gamblin

Le "rural profond" français



Textes rassemblés par
Roger BÉTEILLE
Solange MONTAGNÉ-VILLETTE

DYVRANDE Brigitte, RIVOLLIER Michel

Entre désertification et survie : le cas du Valromey

(Jura méridional).

dans : BETEILLE (Roger), MONTAGNE-VILLETTE

(Solange) (sous la direction de) - *Le "rural profond" français.*

**- Paris, SEDES, D.I.E.M. , 1995, pp.75-86 - (illustrations: 4
cartes).**

ENTRE DESERTIFICATION ET SURVIE : LE CAS DU VALROMEY (JURA MÉRIDIONAL)

Brigitte DYVRANDE

Michel RIVOLLIÉ

« Oser le désert » pour les générations futures de citoyens sevrés de béton aseptisé, voilà une vision fort utopique des espaces interstitiels. Elle ne prend nullement en compte les intérêts des natifs qui ont choisi de demeurer au pays pour maintenir certaines traditions, quitte à vivre au rythme de migrations pendulaires plus ou moins contraignantes. Cette vision ignore les demandes des touristes de l'Europe du Nord, en quête de tout en un même lieu (dépaysement, nature, montagne, eau, soleil, accès à un minimum de services, ...).

Face à ce dilemme, le Valromey « refuse le désert », cherchant à concilier ces réalités pour survivre. La réflexion actuelle tourne autour de trois thèmes : la carte du développement touristique toutes saisons (plan d'eau, retombées d'Albertville avec le développement du biathlon en France) ; la carte de la marginalisation (stockage de déchets, alcoolologie, éventuellement accueil de sidéens) ; l'exploitation de traditions (savoir-faire, travail du bois, valorisation d'un certain folklore, présence de certaines compétences artistiques).

Dans cette optique, il faut dépasser l'atomisation communale pour dégager une synergie politique fondée sur une intercommunalité à fiscalité directe. Le district constitue ainsi un outil incontournable pour initier, impulser tout projet de développement. Mais ce secteur souffre de handicaps, dont l'enclavement topographique dans le Bugey caractérisé, entre autres, par l'absence d'un réseau interne de villes et écartelé entre des aires d'influence trop dissociées. De ce fait, sur les cartes de l'INSEE., la quasi-totalité du Valromey n'appartient à aucun bassin de vie !... Ceci revient à nier la réalité, à savoir l'existence d'un tissu social extrêmement riche, peut-être trop localisé, donc méconnu...

LA DESERTIFICATION : UNE IMAGE CONTESTABLE

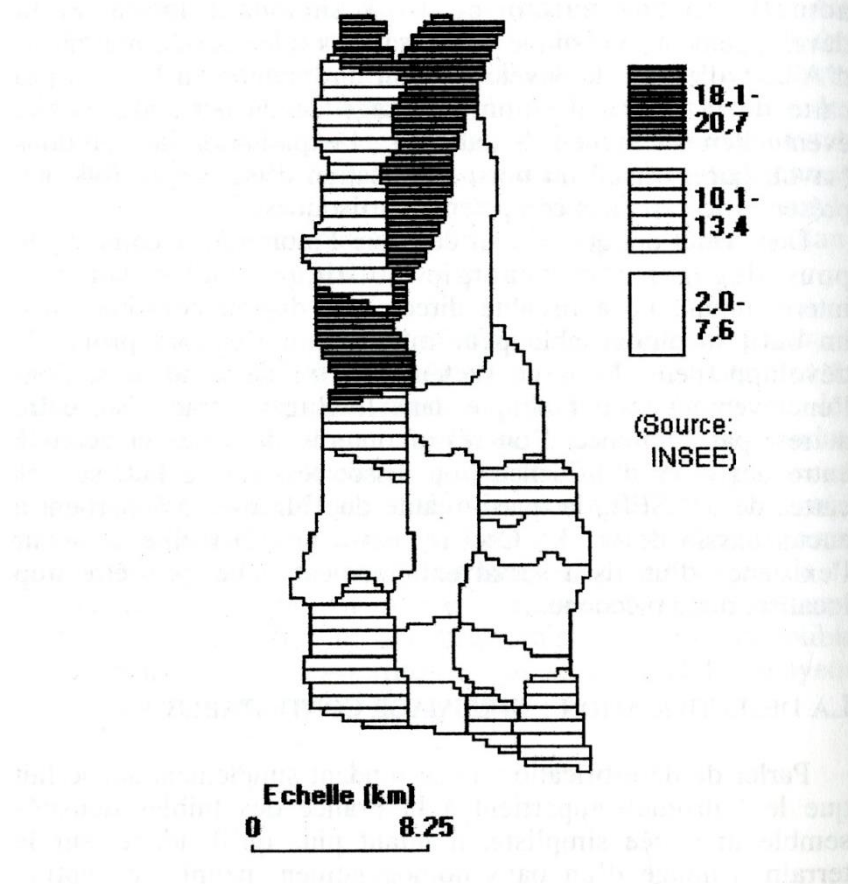
Parler de désertification en se fondant simplement sur le fait que le Valromey appartient à la France des faibles densités semble une idée simpliste, d'autant plus qu'il donne, sur le terrain, l'image d'un pays homogènement peuplé (exception

faite du Plateau du Retord quasi abandonné à la suite du tarissement des sources). Ceci découle de la structure de l'habitat, semi-groupé, avec une multitude de hameaux.

Ce terme implique aussi une évolution humaine et économique négative loin des faits lorsque la réalité se trouve finement analysée. Une tendance générale cache des éléments parfois divergents. Tantôt les observateurs se réfèrent à une période, tantôt à une autre, selon ce qu'il s'agit de démontrer ou selon les données immédiatement disponibles. Or si le bilan démographique devient faible entre 1982 et 1990 (+0,7%), il atteint près de +3% entre 1975 et 1990. De surcroît, depuis 1990, des évolutions se manifestent à travers divers phénomènes (marché immobilier, scolarisation, ...) que ne prennent pas encore en compte les statistiques officielles.

La carte des logements vacants : un exemple à analyser avec prudence

% DE LOGEMENTS VACANTS EN 1990.



La carte des logements vacants en 1990 est devenue obsolète, particulièrement pour le Haut Valromey. Trois phénomènes se sont superposés : attraction touristique (résidents secondaires, retraités, implantation de chambres d'hôtes); développement industriel à Hotonnes (ébénisterie, abattoirs), d'où l'installation de jeunes ménages dans les environs, Hotonnes possédant peu de logements vacants; extension de l'aire d'influence de Hauteville consécutive au refus de pratiquer la surenchère dans l'immobilier (coûts inférieurs à ceux du Plateau jusqu'à une date récente) et à la recherche d'un cadre différent notamment de celui des lotissements, ce que le Col de la Rochette, pourtant peu pratique en hiver, permettait... L'exemple de Ruffieu est significatif : peu de bâtiments libres, inutilisables pour du logement permanent ou non (comme l'ancienne fromagerie sans terrain en plein village); un rajeunissement de la population en cinq ans.

Cependant la situation présente du Haut Valromey pouvait se deviner à travers la structure par âges de la population. La part des plus de 60 ans était relativement faible et ne dépassait pas la moyenne du Valromey (32%), sauf à Ruffieu (35%). Parallèlement, la part des moins de 20 ans était toujours supérieure à la moyenne du Valromey (21,5%) et même très forte à Hotonnes (27%).

Un autre phénomène a joué, aussi bien dans le Haut que dans le Bas Valromey. La proximité d'axes de communication constitue un argument important. Au sud, il s'agit de la proximité du couloir constitué de cluses et vallées entre Bresse et Savoie, où le réseau routier a subi de sérieuses améliorations. Au nord, l'autoroute A.40 a eu un impact tel que les quatre communes septentrionales se situent à un quart d'heure d'au moins deux échangeurs autoroutiers... A l'écart de ces infrastructures, le Moyen Valromey végète; ne bénéficiant pas de commerces, il a moins attiré les étrangers (2 clients sur 3 en 1992-93) et les retraités pour lesquels les déplacements deviennent plus difficiles.

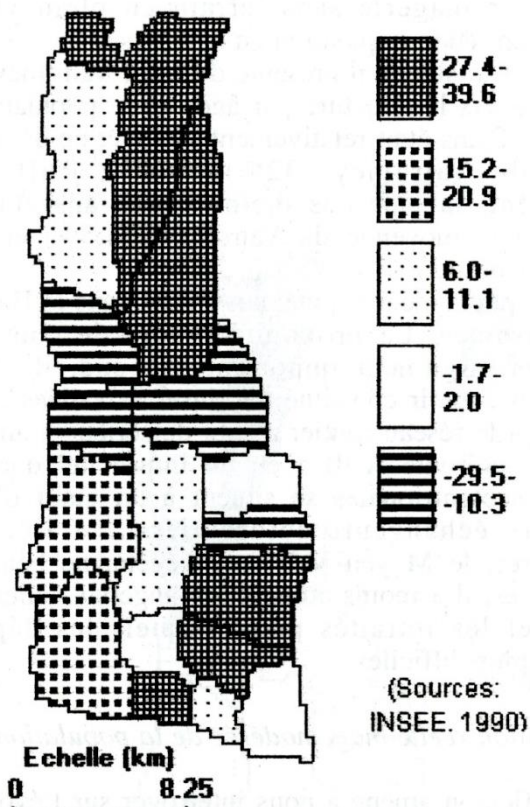
Une diminution réelle mais modérée de la population active

Cette réflexion amène à nous interroger sur l'évolution de la population active. Après une tendance positive pour l'ensemble du Valromey entre 1975 et 1982 (+14,7%), elle était devenue négative entre les deux derniers recensements (-1,1%). De nouveau, sur l'ensemble de la période 1975-1990, ressort une opposition en trois bandes. Le Nord se caractérise par un fort développement (pôle touristique et « industriel » de Hotonnes). Le sud avec les deux bourgs (le centre administratif, Champagne-en-Valromey, 665 habitants en 1990, et le second « pôle industriel » du pays, Artemare, 900 habitants) connaît

aussi une situation favorable, renforcée par la satellisation de Belmont-Luthézieu vis-à-vis de Belley et l'implantation et extension de C.A.T.. Quant au centre, il dépérit régulièrement, avec une population âgée, parfois très importante (56,7% à Lompnieu) ; des communes refusant le district, il a peu de chances de voir sa situation changer.

Actuellement, au nord et au sud, le maintien du développement du taux d'actifs paraît envisageable avec la politique du district et une diversification spontanée des activités. L'ouverture sur le bassin de Belley au sud a un impact.

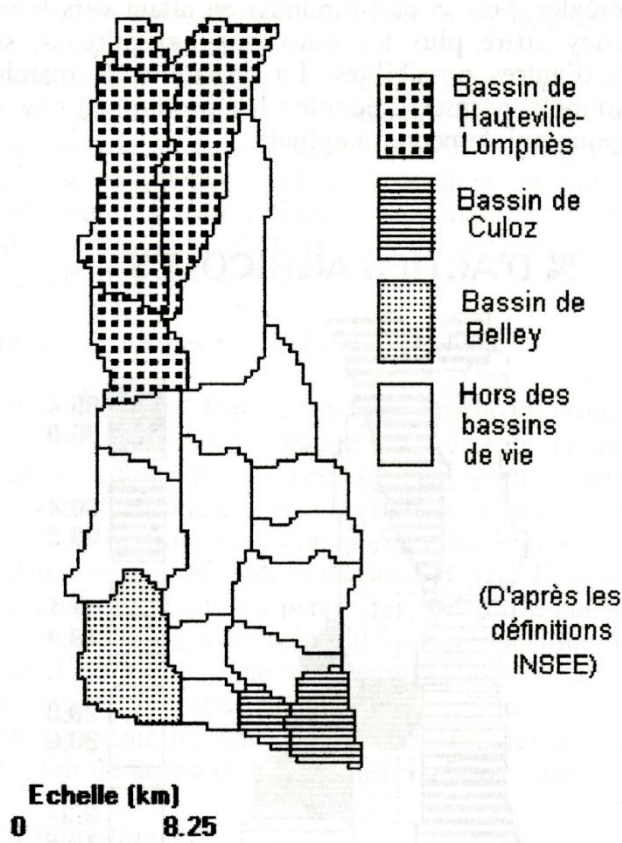
ACTIFS : EVOLUTION 1975-90 (EN%).



LA JUXTAPOSITION D'ACTIVITES DIVERSIFIEES

Dans le Valromey cohabitent des activités diversifiées dépendant en grande partie de l'extérieur. Malgré un développement du salariat lié aux migrations pendulaires, la moitié des actifs travaillent sur place.

LES BASSINS DE VIE ET LE VALROMEY.



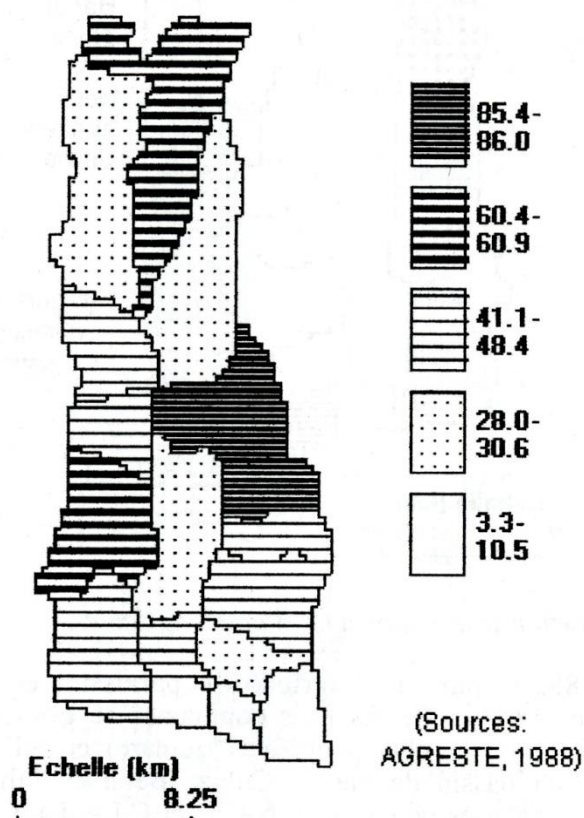
Une proportion trop importante d'actifs agricoles...

En 1988, la part de l'agriculture paraissait encore trop importante (28,2%). Seules trois communes se trouvaient sous cette moyenne : la plus peuplée (Artemare) et celles qui se rattachent au bassin de vie de Culoz (Béon et Talissieu, où résident des salariés de Culoz, S.N.C.F. et C.I.A.T.). Cependant, il faut nuancer ces données brutes. Seulement 60% des exploitations sont définies comme exploitations à temps plein. Derrière les 40% restant se cachent des retraités, des propriétaires (résidents permanents ou secondaires). En quittant la terre, on tient à conserver certaines attaches avec ses origines; ou en venant s'installer à la campagne, on essaie de revenir à la terre... Nonobstant cet aspect, la S.A.U. moyenne par exploitation apparaît convenable pour la région : 32,5 ha en prenant en compte la totalité des exploitations.

L'élevage conserve un rôle important, mais tourné vers la viande. Et l'exploitation des alpages du Retord n'appartient plus

directement à l'économie valromeisane ; elle relève de gros agriculteurs exogènes (Genevois français). Cependant, les productions se diversifient. L'élevage dominant au nord, associé aux céréales, voit sa part diminuer en allant vers le sud. Le Bas Valromey attire plus les nouveaux agriculteurs; ses terroirs offrent d'autres possibilités. La proximité de marchés urbains traditionnels permet d'écouler les produits d'une agriculture biologique qui demeure marginale.

% D'ACTIFS AGRICOLES.



Des activités diversifiées

L'essentiel découle de traditions rurales. Le bois domine avec une ébénisterie (Hotonnes) qui s'ouvre à l'exportation, une scierie (Artemare), le renouveau du charbon de bois (Sutrieu), des menuiseries dont une se lance dans la fabrication de petits meubles destinés au marché local. De l'élevage découle un abattoir en développement (Hotonnes), auquel s'ajoute un

commerce international de bestiaux (Champagne). Viennent ensuite les activités des C.A.T. : imprimerie (Artemare) et mécanique (Virieu-le-Petit). Il faut mentionner une unité d'électricité industrielle originaire de Belley (Artemare) et de petites productions artisanales.

L'artisanat présent partout, avec une concentration relative sur les deux bourgs, répond aux demandes locales, y compris celles générées par le tourisme. Malgré la concurrence du bricolage, il se maintient : retraités de plus en plus âgés, résidents secondaires trop éloignés, non manuels. Mais son champ d'intervention déborde largement sur le bassin de Belley au sud ; au nord, il peut aller jusqu'à Oyonnax.

Des commerces de proximité très localisés

Seules trois localités disposent véritablement de commerces et artisans de services : Champagne, Artemare et Hotonnes ; uniquement les deux premières ont des commerces dits « anomaux ». Leur absence tend à être comblée par l'existence de « tournées » traditionnelles organisées pour l'alimentation à partir des deux bourgs du sud, mais aussi depuis Belley ou le plateau de Hauteville. Pour les personnes isolées, le passage du boulanger et du boucher, avec celui du facteur, constitue un lien régulier avec l'extérieur. Il demeure peu accessible aux actifs hors agriculture. A cette pratique ancienne s'ajoute la distribution de produits surgelés qui trouve ici un terrain privilégié du fait de la distance aux centres commerciaux.

Les activités touristiques

Elles se concentrent autour des deux bourgs méridionaux et dans le Haut Valromey. L'appareil hôtelier se révèle hétéroclite. Tantôt vieilli, il a du mal à se renouveler. Tantôt, au contraire, il paraît dynamique et moderne. Il faut mettre à part la ferme-auberge du Retord qui ferme sans repreneur ; des normes sanitaires limitent trop sa capacité d'accueil, conséquence de l'absence d'eau. Le tourisme social amène ici une population qui pique-nique volontiers et ne constitue guère une clientèle. Quant au bivouac pour les randonnées équestres, il représente une astreinte trop ponctuelle et aléatoire. Ce cas souligne l'emprise de la civilisation automobile : différence de fréquentation pour l'autre auberge accessible en voiture...

Les chambres d'hôtes et gîtes ruraux se multiplient, parfois à l'initiative d'étrangers (Europe du nord-ouest). Des centres de vacances existent. Le Syndicat Mixte des Plans d'Hotonnes a créé celui des Bergonnes géré par le groupe Soleil Vacances ; l'objectif résidait dans le développement touristique lié au ski de fond. Ancien, il a du mal à trouver un second souffle avec la

saison d'été; mais des équipements (piscine) sont récents... Le projet d'U.T.N. biathlon renforcerait les infrastructures. Et le tourisme attire des activités surprenantes (somatothérapie, ...).

Le télétravail

Un projet global a avorté. Mais, depuis peu, de nouveaux résidents travaillent à domicile en utilisant les technologies de pointe. Toutefois le débat n'est pas clos : le télétravail représente-t-il un facteur de développement ou une forme de marginalisation ?... En tout cas, le nombre d'emplois concernés reste marginal.

Les activités marginalisantes...

Certains considèrent négative la capacité d'accueil des personnes âgées à Champagne. Cependant elle répond à un besoin réel et génère des emplois et une consommation non négligeables pour le Valromey. Il existe une distanciation entre discours et réalité. Mais les activités marginalisantes sont en cours d'apparition... Un centre d'alcoologie doit ouvrir à Belmont-Luthézieu à l'initiative du maire, un médecin. Un projet de stockage de déchets ultimes de l'agglomération lyonnaise a provoqué agitation et mobilisation en 1994, avant d'être abandonné début 1995. Il aurait remis en cause le récent plan d'eau de Ruffieu-Hotonnes et indirectement les stratégies de développement touristique élaborées à différentes échelles.

Ces projets, en général exogènes, s'appuient sur la faible densité et l'isolement du Valromey. Mais ce dernier (coupure par rapport aux modes de vie antérieurs) et la crise du secteur sanitaire sur Hauteville ont freiné les velléités d'accueil de sidéens. Ces activités paraissent extrêmement dangereuses dans un milieu reconnu fragile. Dans le schéma d'aménagement et de développement de Rhône-Alpes (1992), le Valromey ne figure-t-il pas parmi les espaces ruraux « à risques d'exclusion » ?...

Pour coordonner toutes les initiatives et éviter les dérapages liés au discours sur la marginalité et la marginalisation, une structure ad hoc ne semble pas inutile.

UN OUTIL DE DEVELOPPEMENT : LE DISTRICT RURAL DU VALROMEY

Refuser le désert ! Tel fut le parti pris par les élus du Valromey en créant en 1992 un district rural. Sur une aire géographique cohérente, un val entouré de trois cols et ouvert au sud, il associe neuf communes sur quatorze du canton de Champagne et deux du canton de Brénod, soit 3 500 habitants.

Par ses orientations et le choix d'une intercommunalité forte, les élus portent un pari de développement endogène dans lequel la mobilisation des volontés locales reste un enjeu.

Les orientations générales

Définis lors du contrat de pays, les axes d'intervention mis en oeuvre par le district représentent un investissement global de 18 millions de francs sur trois ans.

Il s'agit d'abord de maintenir, désenclaver, créer de petites unités de production en utilisant l'aide départementale pour les bâtiments-relais (1 million de francs sur 4 de dépenses subventionnables). Ainsi furent restaurés et rouverts deux hôtels-restaurants, repris un bâtiment industriel pour un grossiste agro-alimentaire (8 emplois), créée une unité de production de charbon de bois (4 emplois) et prévue pour 1995 l'extension d'un abattoir privé avec un atelier de salaison (5 emplois). Ces opérations s'effectuent avec une clé de répartition de la taxe professionnelle entre le maître d'ouvrage (75%) et la commune siège (25%).

L'effort porte ensuite sur le logement locatif lié à des prêts locatifs aidés (P.L.A.) avec la réhabilitation de bâtiments achetés préalablement par le district.

Une maison de pays pour affirmer l'identité, ainsi qu'un volet « tourisme ». Celui-ci joue la carte de l'authenticité avec la création d'une randonnée en boucle traversant sur 64 kilomètres l'ensemble des communes du Valromey grâce à un réseau de chemins existants situés en limite de prés et de bois.

Authenticité enfin, avec l'appel aux Valromeisans de l'extérieur (manifestation « Diaspora » en 1993) pour jouer la carte économique de leur contrée.

En résumé, il s'agit d'une tentative de revitalisation du tissu humain et économique qui intègre une donnée naturelle majeure. Le Valromey ne constituant pas une zone périurbaine du fait de l'absence d'un réseau de villes, celui-ci doit se prendre en charge en commençant par refuser la gestion d'accompagnement d'une logique de déclin articulée sur un discours négatif et fataliste.

Le choix de l'intercommunalité

Le choix d'une intercommunalité forte se révèle d'une double nature.

Politiquement, il n'est pas neutre. Le choix d'un district fait en 1992 par les élus du Valromey précède la loi de février 1992 et ne peut donc apparaître comme un banal acte de légitimisme légal. Il s'inscrit, au contraire, dans un mouvement plus large impulsé par le président de la région Rhône-Alpes, député de la circonscription, de faire face à l'Etat central dans le débat sur l'aménagement du territoire.

Intrinsèquement, c'est un outil porteur de ruptures. La première rupture est de passer sans transition du territoire communal comme champ d'intervention à une intercommunalité dans un contexte humain et économique où l'individualisme de clocher est relativement exacerbé.

La seconde est de donner la priorité à l'intercommunalité à fiscalité directe pour renforcer l'action : instaurer un impôt nouveau est un acte décisionnel fort car il prend le contre-pied de l'héritage gestionnaire de bon père de famille de l' élu rural.

Enfin, par ses modalités de fonctionnement (engagement à long terme, possibilités de retrait limitées, vote d'un budget, participations communales non susceptibles d'être discutées ou remises en cause annuellement à l'image de l'intercommunalité douce du syndicat intercommunal), le district laisse peu de prises à la conciliation, à la concession, voire au « maquignonnage ». Rien d'étonnant d'ailleurs que l'hostilité la plus manifeste vienne du milieu agricole. Un aperçu rapide des cinq communes non adhérentes confirme en contrepoint l'idée de rupture ; deux n'ont pas voulu franchir le pas du syndicat d'étude au district, les trois autres ont affirmé leur opposition dès le départ. Elles ont en commun une population égale ou inférieure à 100 habitants, l'absence de commerce et d'association, une fermeture vis-à-vis des communes voisines apparaissant comme le dernier facteur d'identité, une gestion autocratique du pouvoir local dans deux cas.

L'idée de développement est venue du milieu associatif. Né de débats organisés par le comité local contre la faim dans le monde, puis incarné par une association jusqu'en 1989, le développement a été repris par les élus. Mais le passage de l'associatif au politique ne s'est pas fait sans dommages. Les enjeux futurs du Valromey relèvent davantage de l'ordre qualitatif et humain : le district et les personnes qui l'incarnent seront demain jugés sur leur capacité à instaurer un dialogue équilibré entre l'institutionnel et le non-élu.

DES HANDICAPS A SURMONTER

Le district aura un certain nombre de messages à faire passer et à défendre.

L'enclavement : entre le discours et la réalité...

Nul besoin de démonstration sur l'enclavement topographique du Valromey : vallée suspendue au nord du bassin de Belley, encadrée de part et d'autre par des lignes de crêtes et prolongée au nord par le Retord. Néanmoins il existe de toutes parts des passages pour s'en échapper, au niveau du

talus au sud ou par les cols. Seul le Colombier forme un obstacle à l'est. Pour les élus, l'enclavement est un faux problème. Il est vrai... Tout dépend pour qui. Le point de vue des chauffeurs routiers diverge lorsqu'ils protestent contre l'industrialisation des campagnes ; ils reconnaissent « passer » (même si les routes ne sont pas adaptées à leurs gros gabarits) en entravant la circulation...

Ceci rejoint une autre forme d'enclavement. Si la viabilité du réseau routier est insuffisante, c'est la conséquence de l'absence d'un réseau de villes cohérent à l'intérieur du Bugey. Ainsi le Valromey se trouve écartelé entre des aires trop dissociées pour accéder aux services. Les pratiques commerciales le démontrent parfaitement ; les achats réguliers se partagent entre Belley, Hauteville, La Cluse, Bellegarde, voire des agglomérations plus éloignées...

D'où l'importance pour le Valromey d'être bien représenté dans des structures qui s'inscrivent à une plus petite échelle que le district, qu'elles relèvent du secteur associatif comme le P.A.B.A.T. (Pays d'Accueil du Bugey-Arts et Traditions) ou du politique comme le comité du Bugey qui pilote le P.D.Z.R.. Le premier s'étend au Bugey touristique dont il essaie de coordonner les actions de développement et de promotion. Le second s'intéresse au Bugey rural et gère des crédits européens qui contribuent aussi bien au développement du tourisme rural qu'à l'équipement de C.U.M.A., de G.A.E.C. ou d'exploitations.

L'existence d'un bassin de vie ?

Selon l'INSEE., le Valromey ne forme pas un bassin de vie. Ces bassins sont définis à partir des migrations pendulaires. 43,4% de la population active travaillent dans la commune de résidence et les flux trop faibles sont ignorés. Or existent des migrations longue distance (Lyon, Genève, Chambéry, ...) que nul ne considère, alors qu'elles sont nouvelles et justifiées au regard des distances-temps en région parisienne ou aux Etats-Unis... La destination de 27,5% des sorties (sur 1847 actifs) et l'origine de 25% des entrées (pour 1393 emplois) ne sont pas précisées. Le calcul de commune-départ à commune-destination convient aux espaces fortement urbanisés, pas aux espaces ruraux faiblement peuplés. Il est vrai qu'un bassin de moins de 1500 emplois est négligeable à l'échelle nationale. L'INSEE. a depuis reconnu les limites des bassins de vie et créé des zones d'emplois ; le Valromey est englobé dans la zone de Belley qui recouvre des réalités différenciées et des secteurs entretenant peu de relations fortes avec Belley... Que devient l'aménagement du territoire dans une telle réflexion !... A cet égard la Maison de Pays a un rôle à jouer et devrait faire l'unanimité.

Des populations aux aspirations différentes cohabitent. Un essai de typologie amène à distinguer six cas. Des natifs souhaitent que tout soit immuable ; d'autres, parmi lesquels une frange d'intellectuels, veulent que le Valromey évolue. De nouveaux venus s'installent pour le cadre et craignent toute innovation, alors que d'autres veulent bénéficier du milieu en y transplantant les avantages de la ville. Des résidents secondaires ont choisi le calme et refusent tout changement ; d'autres, comme les touristes, désirent tout trouver sur place. Ceci contribue à façonner une pluralité de réseaux de sociabilité sur un espace restreint. Ceux-ci sont d'autant plus complexes que chacun arrive avec ses propres acquis culturels. Ils induisent aussi bien des relations riches et diversifiées que l'isolement, selon les individus.

D'où des forces d'inertie et des groupes d'influence susceptibles de nourrir des ambitions personnelles. Les discordances se révèlent nettement dès que l'on touche aux traditions et au culturel. Entre passéisme et avenir, les positions sont trop tranchées. L'évolution du nom du musée de Lochieu (Musée rural du Valromey, Musée du Bugey-Valromey) est révélatrice et divise. La foire à l'ancienne de Vieu a ses adeptes et ses détracteurs pour l'image qu'elle donne... La scolarisation drainant les jeunes vers l'extérieur après le collège, il s'avère nécessaire de développer d'autres pistes d'animation que le passé.

Sur le plan artistique, des compétences existent. Elles se manifestent à travers l'ACIAV (Association Culturelle Internationale des Abergements en Valromey). Un festival rural qui a drainé un espace relativement vaste a été organisé en 1994. Natifs et nouveaux venus cohabitent en son sein. Mais l'adhésion de tous est délicate à obtenir lorsqu'il y a une dimension artistique, tant il est difficile de ratisser large en excluant ou pratiquant l'élitisme...

Le passé peut et doit constituer ici un volet de la politique de développement touristique. Par contre, les initiatives liées aux arts plastiques devraient, dans le contexte du Bugey, s'intégrer et s'articuler à une échelle plus large...

Une image doit être révisée. Faible densité démographique ne signifie pas marginalité et absence de dynamisme ou d'initiatives. En effet, cohabitent ici une multiplicité de projets et d'initiatives à canaliser et organiser. Et établir des projections à partir de statistiques qui ont plus de deux ans s'avère peu fiable...